

ATHÈNES EST DEVENU UN THÉÂTRE DE L'ABSURDE

*Le Monde Débats le 28 août 2015 - Monde des Idées
par Maria Negreponi-Delivanis (ancienne conseillère
de l'OTAN et de l'OCDE)*



Des habitants d'Athènes lisent les gros titres des journaux le 21 août 2015.

À quelques semaines des élections législatives anticipées, le 20 septembre, le premier ministre grec Alexis Tsipras, veut faire entrer son pays dans un régime colonial de la dette en s'obstinant à la maintenir dans la zone euro. (Le Monde).

Par Maria NEGREPONTI – DELIVANIS

Le peuple grec suit les faits et gestes de son premier ministre avec confusion et désespoir.

Lors du référendum du 5 juillet, Alexis Tsipras avait demandé aux électeurs de répondre par un non tonitruant qui lui servirait d'arme dans les négociations avec l'Union européenne. Non seulement il avait promis l'abolition définitive des mémorandums qui ont précipité la Grèce dans la misère depuis cinq ans, mais il avait également une Europe nouvelle, enfin libérée de l'obsession de l'austérité.

Toutefois, le non franc et massif de 62 % du peuple grec qui a osé choisir un gouvernement de gauche et contester la justesse des mémorandums semble avoir rendu fous furieux les dirigeants européens.

Et, au lieu de l'allègement des mesures inhumaines et totalement inefficaces imposées par ceux-ci, la « troïka » (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne et Commission européenne) a émis un troisième plan dont les termes sont encore plus durs.

Le premier effet de ce monstrueux accord sera l'augmentation de la dette qui, de son montant actuel de 173 % du produit intérieur brut, passera à 201 %.

La volte-face spectaculaire de Syriza, aux antipodes de l'ambiance révolutionnaire des « mémorandums déchirés », de la « souveraineté nationale » et du « refus catégorique de l'austérité », a suivi.

Conséquence : une certaine forme de « nettoyage » du gouvernement et du parti, visant à exclure les membres restés fidèles aux principes de Syriza, et qui avaient refusé de se convertir au culte de l'euro.

Ensuite, M. Tsipras n'a nullement ressenti le besoin d'expliquer à ses compatriotes cet incompréhensible revirement.

Au contraire il s'est empressé de démissionner et de fixer la date des élections législatives anticipées pour le 20 septembre.

Cette fois-ci Alexis Tsipras exige du peuple grec qu'il annule le non spectaculaire du référendum du 5 juillet pour le remplacer par un grand oui qui légitimera le troisième mémorandum.

ANTIDÉMOCRATIQUE

Il était tout naturel que le comportement antidémocratique du premier ministre grec suscite des rumeurs de coups d'Etat, de trahison et de complots ourdis contre le peuple grec.

Une chose est certaine : l'ambiance qui prévaut ces derniers mois en Grèce est celle d'un théâtre de l'absurde, où le bon sens n'a plus sa place.

Le non au référendum visait sans équivoque les mémorandums et incitait directement à rompre avec les créanciers, s'ils persistaient dans leur politique.

Le premier ministre avait pour mandat d'en tirer les conséquences, y compris en envisageant la sortie de la zone euro. Il aurait dû, entre autres, élaborer un « plan B » crédible de retour de la monnaie nationale.

Et, surtout, il n'aurait pas dû lancer après coup des accusations ridicules sur une trahison présumée prétendument commise par ceux (en admettant qu'ils avaient existé) qui avaient pris soin de préparer un tel plan en assurant la liquidité élémentaire des banques et en imposant, en temps utile, des restrictions, comme l'exportation de capitaux à l'étranger.

Même en admettant que ces actions ou manquements pourraient lui être pardonnés en les attribuant à son inexpérience, d'autres sont vraiment inexcusables.

Par exemple quand M. Tsipras a proclamé qu'il livrerait « *terre et eau* » pour rester dans l'euro.

Voilà la manière frivole et inébranlable avec laquelle le gouvernement considère le retour inévitable à la monnaie nationale.

Des membres du gouvernement, en parfaite harmonie avec la direction de l'Union européenne et la puissante opposition qui s'est récemment transformée en force progouvernementale, prétendent que « *le retour à la drachme serait une catastrophe* ». Toutefois, ils se gardent bien d'expliquer les méthodes et les chiffres qui leur ont permis de conclure que l'instauration d'une nouvelle drachme constituerait une catastrophe supérieure à celle que provoquent les mémorandums.

Car il n'est plus permis de douter que ceux-ci conduisent la Grèce tout droit vers une disparition nationale, économique et démographique, en contraignant les Grecs à vendre leurs avoirs, en abolissant le secteur public après l'avoir démantelé, en jetant impitoyablement à la rue ceux qui n'arrivent pas à rembourser leur prêt immobilier pour leur résidence principale, en permettant aux employeurs de licencier massivement, en réduisant les salariés et les retraités à la misère, en éliminant toute trace de protection sur le marché du travail et en renonçant à toute forme de souveraineté et de fierté nationale, avec pour horizon exclusif le régime colonial de la dette.

Certes, l'instauration d'une nouvelle drachme ne serait pas anodine. Mais c'est la seule solution offrant une issue à l'impasse actuelle. M. Tsipras peut remporter ou perdre les élections du 20 septembre. Mais, dans les deux cas, le résultat sera le même : le premier gouvernement de gauche radicale en Grèce aura donné sa bénédiction à la poursuite d'une dictature financière étouffante, dans un pays membre de l'Union européenne, mettant en péril la paix sociale. Et pas seulement celle-ci.

Car ce sacrilège aura, inévitablement, des conséquences délétères sur l'ensemble de l'Europe, mais aussi dans le monde entier.

À court terme, le seul vœu, utopique à ce stade, qu'on peut formuler est d'éviter que cet accord criminel soit mis en œuvre. C'est après seulement que les Grecs soutiendront, tous ensemble, le retour à la souveraineté et à l'Europe.

Maria NEGREPONTI – DELIVANIS, économiste et ancienne rectrice de l'université macédonienne de Thessalonique, fut conseillère de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Sources : Le Monde des Idées